

PRÉSENTATION DU DOSSIER : CONFLITS, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET MIGRATIONS RURALES VERS LES VILLES

Jean-Arsène Yao
Université Félix Houphouët-Boigny

Les États du Sahel sont confrontés depuis une décennie à de multiples défis, notamment des conflits qui provoquent un exode massif des populations à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières. À cela s'ajoute les effets du changement climatique qui fragilise encore davantage toute la région et provoquent une migration des populations rurales vers les grandes villes.

Quels sont les impacts socioéconomiques du changement climatique et des conflits sur les populations africaines sahéliennes ? Quels sont les défis sécuritaires conséquences des migrations rurales vers les villes ? Existe-il une corrélation entre changement climatique et migration des zones rurales vers les villes ? Quelles réponses prenant en compte les défis actuels capables d'assurer un développement durable de la région peut-on apporter ? Telles sont quelques questions auxquelles les auteurs ont cherché à apporter des réponses à partir des différentes communications réunies dans ce dossier.

La crise multidimensionnelle que vit le Mali a des implications dans les collectivités territoriales, de même qu'elle a beaucoup contribué à l'insertion des jeunes dans les mouvements armés ou terroristes. Face à cette situation très préoccupante, **Hawa Kayentao** suggère une intervention des Etats, et ce, par des mesures concrètes pour prévenir les déplacements de populations et offrir aide et protection aux personnes déplacées. En ce sens, elle propose la mise en place indispensable d'un cadre juridique international de protection des migrants face aux changements climatiques et la nécessaire élaboration aux niveaux communautaire et national d'un nouveau statut protecteur des migrants exposés aux effets des changements climatiques.

Dans une approche juridique fondée sur une recherche documentaire et sur le terrain, ancrée dans le droit international humanitaire, **Jermie Coulibaly** a examiné le sort des populations maliennes victimes de migration forcée des zones rurales vers les villes. De même, il a analysé les textes juridiques sur la protection des victimes de ce phénomène et fait des recommandations pour leur assimilation, dans leur communauté d'accueil.

Pour **Denis Kamaté**, les conséquences des conflits dans une région comme celle de Mopti sont nombreuses. Il s'agit notamment de la recrudescence de l'insécurité et des violences avec pour corollaires de multiples violations des droits humains (atteintes au droit à la vie, déplacements de populations civiles, détentions arbitraires et torture, etc.) ; la lenteur dans la lutte contre l'impunité des crimes y compris sexuels commis. Focalisé sur la gouvernance et les rapports sociaux dans les sites d'accueil des déplacés internes de la crise malienne à Bamako, **Kanchi Goïta** révèle que chaque site a un organe de gestion jouant le rôle d'interface avec les autorités et autres intervenants, que de nouveaux rapports sociaux et relations ont été construits au sein de ces sites donnant une nouvelle vie aux déplacés internes.

Mamadou Baba Doumbia, quant à lui, analyse les impacts socioéconomiques du changement climatique et des conflits sur la population urbaine en lien avec la migration. Puisqu'il considère que la question des migrants environnementaux dans les villes demeure un défi sécuritaire à relever par les acteurs en vue d'instaurer un climat de paix et de stabilité sociopolitique et économique.

Pour terminer, **Yamalou Dolo** considère que les enfants constituent un groupe vulnérable de la société et à ce titre ils nécessitent une protection spécifique, en particulier en temps de conflits armés où leurs droits peuvent être violés. C'est pourquoi il faut renforcer le système national et international de protection de l'enfant. En outre, il est nécessaire d'identifier les différentes violations des droits de l'enfant dans les conflits armés comme celui du Mali et à analyser leur impact sur les enfants.